Document generated on 06/28/2025 5:09 p.m.

**Relations industrielles**
**Industrial Relations**

# *Les nouveaux cadres du dialogue social : Europe et territoires*, Sous la direction de Annette Jobert, Bruxelles : Peter Lang, 2008, 267 p., ISBN 978-90-5201-444-9.

Frédéric Hanin

Volume 65, Number 1, Winter 2010

URI: https://id.erudit.org/iderudit/039534ar
DOI: https://doi.org/10.7202/039534ar

See table of contents

Publisher(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (print)
1703-8138 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Hanin, F. (2010). Review of [*Les nouveaux cadres du dialogue social : Europe et territoires*, Sous la direction de Annette Jobert, Bruxelles : Peter Lang, 2008, 267 p., ISBN 978-90-5201-444-9.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, *65*(1), 157–159. https://doi.org/10.7202/039534ar

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2009

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

south are put into relief, they provide commentary about the experiences of individual cleaners who are subject to increasing forms of intensive management. The authors distinguish between classic Taylorist managerial strategies (involving increasing levels of micro-supervision with the goal of work intensification) and new innovations in cleaning machinery and surveillance technology. Their focus is on portraying the pressures that a globalized cleaning industry brings places on its workers. The last section of the book is dedicated to exploring different strategies of resistance to work intensification and provides examples of workers collective struggles in the furtherance of their common interests.

Overall, the work represents an ambitious attempt to reveal, what the authors' stress, is the hidden and largely invisible world of the cleaning industry, cleaning work and the particular challenges facing cleaning workers. One of the articles I found interesting was by Andries Bezuidenhout and Khayaat Fakier. These commentators do an excellent job at exposing the continuities and discontinuities between the pre and post apartheid labour relations regimes. Both the continuities and discontinuities will be disconcerting for those who believe that the circumstances of South African non-skilled workers have improved in the years since the end of apartheid.

The strength of this book is that it combines the work of different researchers and, in so doing, offers diverse perspectives of the same object of analysis. However, as is often the case in projects of this type and scope, this strength may also be seen as a weakness: the divergence of perspectives makes it difficult to achieve a single focus and overall thematic coherence. For example, as the title of the book makes clear, the editors seek to link the research contained inter alia to the broader political economy of what the authors see as a globalized neoliberalism. While I am sympathetic to this endeavour, I am uncertain if the book's contributions are sufficiently coordinated to adequately reveal that neoliberalism is an appropriate description of the structure of the global economy, or merely an ideology or policy paradigm. In this regard, the introductory remarks of the editors are too schematic.

My criticism of the book is minor. I would recommend the work to those with an interest in critical management studies, industrial relations, trade unionists and those who specialize in the sociology of work.

**Travis William Fast**
Université Laval

## Les nouveaux cadres du dialogue social : Europe et territoires

Sous la direction de Annette Jobert, Bruxelles : Peter Lang, 2008, 267 p., ISBN 978-90-5201-444-9.

L'ouvrage dirigé par Annette Jobert sur les nouveaux cadres du dialogue social est issu d'un travail collectif de recherche réalisé en 2004-2005 pour le Commissariat Général du Plan. Il est constitué de quatre chapitres principaux qui explorent, dans une diversité de contextes, les enjeux du dialogue social au niveau européen et au niveau territorial. Les chapitres peuvent être lus à peu près indépendamment les uns des autres, l'introduction et la conclusion permettant d'approfondir les enjeux d'ensemble liés à la question du dialogue social. Les textes de l'ouvrage cherchent ainsi à caractériser l'évolution du dialogue social en Europe, et plus particulièrement en France, en croisant deux dimensions en pleine transformation : le niveau européen avec principalement les comités d'entreprise européens et le niveau territorial avec les régulations locales du travail et de l'emploi qui se sont développées notamment dans le contexte de la décentralisation des pouvoirs administratifs de l'État.

Trois hypothèses ont guidé les recherches sur les nouveaux cadres du dialogue social. La première hypothèse est que « la pertinence de l'espace de la négociation collective et du dialogue social dépend moins de l'objet de ce dialogue [...] que de la capacité des acteurs collectifs à se structurer dans cet espace et à y engager une action collective » (p. 15). Le premier chapitre du livre traite à travers trois situations, en Allemagne, en France et en Italie, des initiatives des acteurs syndicaux pour se saisir de l'occasion que représente la mise en œuvre de nouvelles régulations territoriales pour construire une action collective. Malgré la conclusion plutôt négative des auteurs sur cette capacité, les expériences décrites sont

très enrichissantes pour repenser les formes de l'action collective syndicale.

La seconde hypothèse est que « les nouvelles scènes du dialogue social n'enrichissent pas simplement la négociation collective mais déterminent une reconfiguration de ses cadres traditionnels » (p. 16). Le chapitre 3 sur la configuration européenne de la branche des télécommunications propose une analyse très fine des implications du cadre européen de la régulation sur les entreprises françaises. Tous les cadres du dialogue social sont alors en reconfiguration : la contribution de l'activité économique à la notion d'intérêt général, la régulation étatique du secteur, l'organisation industrielle du secteur, le contenu de la négociation collective (avec notamment le thème de la mobilité sociale), la définition d'un métier, la gestion des retraites, les stratégies patronales et syndicales. Le thème de l'européanisation du dialogue social devient alors un prélude à une plongée dans les nouveaux « mondes » du travail et les sources possibles de régulation, qu'elles soient qualifiées ou non de traditionnelles.

La troisième hypothèse de recherche est que « la diversification des sources de régulation engendre inévitablement des tensions et des conflits entre organisations, entre normes et entre territoires que des constructions juridiques s'efforcent de limiter » (p. 16). Le chapitre 2 sur les territoires et les branches sous le Front populaire permet de bien situer les constructions juridiques dont les acteurs contemporains du dialogue social ont hérité et dont ils s'inspirent souvent comme idéal-type. Cela va du contrat collectif qui régule l'accès local à un métier, aux décrets qui fixent des normes minimales du travail, en passant par la « législation contractuelle » qui réglemente le travail sur des sujets précis à partir d'ententes entre les acteurs collectifs, ou encore le dispositif d'extension par l'État des conventions collectives. Tous ces dispositifs juridiques visent ainsi à réguler les conflits et les tensions dans le monde du travail, qui sont nombreux à l'époque, et peuvent connaître des prolongements politiques importants. La qualité de l'analyse des matériaux historiques permet également de bien comprendre les enjeux sociaux des modèles économiques que cherchent à développer d'une part le patronat, avec un modèle de marché uniforme et des conventions régionales, et d'autre part les syndicats, avec un modèle de marché segmenté et des conventions nationales ou à défaut, départementales. Modèles économiques et modèles sociaux ne sont donc pas construits indépendamment les uns des autres.

Le chapitre 4 sur le dialogue social transnational permet de comprendre les tensions et les conflits autour de la régulation nationale dans un contexte économique et financier de construction de groupes industriels de taille européenne et internationale. Si l'espace européen semble a priori une source possible de contre-pouvoir des salariés face aux restructurations successives qui dégradent leurs conditions de vie, les trois expériences de mobilisation des dispositifs de représentation à ce niveau qui sont analysés ici ne semblent pas si positives pour les acteurs concernés. Le dispositif du comité d'entreprise européen ne permet pas de faire avancer des contre-propositions qui demandent une expertise énorme compte tenu de la taille des entreprises et supposent de la part des acteurs une capacité d'intervention dans des espaces qui dépassent ceux du travail, notamment sur les questions financières, alors même que les règles financières favorisent l'absence de responsabilité sociale des détenteurs de capitaux.

L'ouvrage dirigé par Annette Jobert est ainsi un point d'entrée particulièrement intéressant pour construire une réflexion sur les formes actuelles et futures du dialogue social. Cependant, trois aspects de la recherche nous semblent devoir faire l'objet d'une analyse plus approfondie. Tout d'abord, à plusieurs endroits dans l'ouvrage, l'analyse pâtit d'un manque de conceptualisation du dialogue social et plus particulièrement de son encadrement, au delà de l'opposition avec la négociation collective qui peut être trompeuse si cela laisse supposer une absence de toute négociation dans le dialogue social. Des choix théoriques plus affirmés sont donc nécessaires pour caractériser la raison d'être et le contenu du dialogue social au delà des contingences qui président à sa mise en forme.

Ensuite, la construction réflexive de connaissances collectives, ce que l'on appelle dans la conclusion de l'ouvrage la dimension « cognitive », devrait faire l'objet d'une

recherche particulière. Cela va des dispositifs de diagnostics socioéconomiques aux interventions politiques locales des acteurs sur les enjeux du travail et de l'emploi, en passant par des nouvelles formes de contestations dont l'actualité sociale récente fournit de nombreux exemples. Une structuration plus importante du cadre d'analyse des entrevues pourrait permettre de mettre en évidence la dimension cognitive recherchée et faire ressortir les modes de réflexivité des acteurs dans la construction de l'action collective.

Enfin, sur le plan juridique et législatif, il s'agirait de discuter des formes possibles de propriété collective du travail hors du lien d'entreprise, alors que de nombreuses recherches mettent l'emphase sur le renouveau des métiers comme forme de socialisation du contenu du travail ou sur les sites de production et d'intégration des activités économiques comme niveau pertinent de l'action syndicale (dans le secteur du commerce par exemple). La négociation sociale territorialisée (p. 264) peut ainsi servir à étendre les droits collectifs des personnes dans les milieux de travail dès lors que les enjeux sociaux qui y sont attachés ont été documentés et objectivés par la production de connaissances collectives.

**Frédéric Hanin**
Université Laval

## Why David Sometimes Wins: Leadership, Organization, and Strategy in the California Farm Worker Movement

By Marshall Ganz, New York: Oxford University Press, 2009, 368 pp., ISBN 978-0-19-516201-1.

Precarious employment and California agribusiness have a long and checkered history together. Despite the efforts of the state's labour movement over the first half of the twentieth century to improve the working conditions of farm workers, successes were few and far between. In the 1960's, Cesar Chavez and the United Farm Workers (UFW) succeeded where many others had failed. At Chavez's side in this fight for union recognition, or La Causa as it was known, was Marshall Ganz. As an author, Ganz draws on his experience as an insider to provide an insightful account of how grassroots organizing can better the odds of achieving its objectives.

The author begins with a straightforward research question to frame his analysis: what were the essential elements of the UFW's success? This first chapter then turns to an overview of the analytical framework Ganz has built to respond to his question. He argues that turning opportunity into the desired outcome was dependant upon three key processes: the motivation of the union leadership to actually address the concerns of those they purported to represent; the breadth of access to diverse sources of information and resources and finally; organizational flexibility that adapts to change and learns from its mistakes. According to the author, the degree to which these behaviours, or strategic capacity are present in a social movement is positively related to the achievement of its objectives. To support this hypothesis, Ganz compares the actions of the UFW with those of its rival unions.

In the next two chapters, the author explains how the UFW succeeded at representing itself as the only long-term solution to the plight of farm workers. In the first half of the twentieth century, radical elements within the labour movement were among the few to try to organize farm labour. Recalcitrant employers often countered by allowing the mainstream labour movement to organize packing and canning workers. Meanwhile, legislative exceptionalism that impeded the majority of farm workers from forming unions, alongside State support of the Bracero programme of temporary labour from Mexico, tended to strengthen the employer's hand. In the 1950's, a nascent organization, which would become the UFW, focused on specifically improving the lives of a labour force composed, by this time, mostly of recent immigrants. This narrative of events serves as the cornerstone of the author's argument that the UFW's growth was due in part to its ability to remain single-mindedly accountable to farm workers.

In chapters four, five and six, Ganz fleshes out his strategic capacity theory, linking the UFW's accountability advantage to the strength of its weak ties and its organizational flexibility. A window of opportunity opened with the end of the Bracero programme. Faced with limited financial resources, the UFW used fieldworkers as union organizers, some of whom became part of the leadership